



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Bourse

L'insolente suprématie des géants de la tech
Le géant sud-coréen a dépassé ce mercredi les 1 000 milliards de dollars de capitalisation boursière. Samsung rejoint le club très fermé des 13 entreprises au-dessus de ce seuil, dont ... • (Page 08)

Séminaire régional BCEAO, BEAC, BCC en formation sur la trésorerie publique et dette
Un séminaire régional réunit à Douala des cadres des finances publiques pour approfondir la gestion active de ... • (Page 09)

Brasserie

Cyril Segonds prend les rênes de BB Lomé



Chambre de commerce et d'industrie du Togo

Ouverture de la Délégation Régionale du Grand Lomé

• (Page 03)

Projet PRIME-GAS

Pour une intégration régionale de l'énergie par le gaz naturel
Le projet PRIME-GAS accompagne le Togo, la Côte d'Ivoire et le Bénin dans la structuration d'un marché gazier intégré. ... • (Page 02)

Commande publique

Une délégation de l'ARCOP Togo en mission en Côte d'Ivoire
Une délégation de l'ARCOP Togo a effectué une mission en Côte d'Ivoire pour s'imprégner des bonnes pratiques en matière de ... • (Pages 04)

BRVM

Première cotation du FCTC Croissance Agricole 2025-2032
La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a admis à la cote, mardi 05 mai 2026 à Dakar, le FCTC Croissance Agricole 2025-2032 de la Banque Agricole .. • (Page 06)

Coopération Chine-Togo

La Chine célèbre la jeunesse dans une ambiance d'amitié
L'ambassade de la République populaire de Chine au Togo a organisé, le lundi 4 mai à Lomé, une réception officielle à l'occasion de la journée de la jeunesse ... • (Page 11)



Advertisement for World Cola featuring a beach scene, a couple, and a hand holding a bottle. Text includes: "Nouvelle Recette encore PETILLANTE", "Tu GOÛTES! Tu es FAN!", "400* FCFA BOUTEILLE 50cl", and "World Cola".

Projet PRIME-GAS

Pour une intégration régionale de l'énergie par le gaz naturel

Le projet PRIME-GAS accompagne le Togo, la Côte d'Ivoire et le Bénin dans la structuration d'un marché gazier intégré. Entre investissements massifs et exigences environnementales, cette initiative vise à renforcer l'approvisionnement énergétique et soutenir la croissance industrielle.

● Joël Yanclou

Projet pour l'infrastructure gazière régionale. Le projet PRIME-GAS (Power Regional Integration through Market-Enabled Gas) participe à la transformation du secteur énergétique en Afrique de l'Ouest. Porté avec l'appui de la Banque mondiale, il vise à accompagner le Togo, la Côte d'Ivoire et le Bénin dans la mise en place de stratégies nationales et régionales de développement du gaz naturel. Concrètement, le projet prévoit la préparation de solutions d'approvisionnement à court terme, notamment à travers l'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) et le développement de solutions logistiques adaptées. Il ambitionne également de soutenir des investissements majeurs dans les infrastructures gazières, incluant les installations de réception, de transport, de stockage et de distribution. Au Togo, plusieurs projets structurants sont envisagés : la construction de terminaux de réception de GNL, le déploiement d'un réseau national de gaz pour alimenter de nouvelles centrales électriques, ainsi que la mise en place d'un réseau de distribution destiné aux industries, notamment autour du port de Lomé. Le projet inclut égale-



ment la réalisation d'un gazoduc reliant le port de Lomé à la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA), couplé au développement d'une centrale électrique au gaz de 500 MW. D'autres initiatives, telles que l'extension du poste de livraison du West African Gas Pipeline et la création d'un nouveau gazoduc potentiel entre le Nigeria et le Togo, visent à diversifier les sources d'approvisionnement.

Opportunités énergétiques et défis environnementaux

Le projet PRIME-GAS diversifie les sources d'énergie. En renforçant les infrastructures, il pourrait réduire la dépendance aux combustibles plus coûteux et améliorer la compétitivité des économies concernées. Toutefois, classé à risque environnemental et social élevé, le projet nécessite une vigilance accrue. L'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS), exigée dans le cadre du Cadre environnemental et social

de la Banque mondiale, constitue un outil clé pour anticiper et atténuer les impacts potentiels. Cette évaluation couvrira l'ensemble des risques identifiés par les Normes environnementales et sociales, allant de la protection des écosystèmes à la gestion des impacts sur les communautés locales. Elle s'appuiera sur des données environnementales, sociales et économiques afin d'identifier les corridors d'infrastructures les plus adaptés, tout en minimisant les effets négatifs. Le défi majeur réside dans l'équilibre entre développement économique et durabilité environnementale. Si le gaz est souvent considéré comme une énergie de transition, son exploitation doit être encadrée pour éviter des impacts irréversibles.

Intégration énergétique

Le projet PRIME-GAS s'inscrit dans un contexte de forte demande énergétique en Afrique de l'Ouest, où la croissance démographique et l'industrialisation accroissent les besoins en électricité et en infrastructures énergétiques. Face à ces enjeux, les pays de la région misent sur l'intégration des marchés énergétiques pour mutualiser les ressources et améliorer la sécurité d'approvisionnement. Le développement du gaz naturel apparaît comme une solution stratégique pour soutenir cette dynamique, en complément des énergies renouvelables. Le processus d'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique, structuré en trois phases – démarrage, évaluation des corridors et publication officielle – illustre la volonté d'encadrer rigoureusement ce développement.



Image du jour

PRIX INDICATIFS AUX PRODUCTEURS DE CAFÉ ET CACAO
PÉRIODE : 1^{er} AU 15 MAI 2026

Produits	Prix / kg
Café sain robusta	1260 fcfa le kilo
Cacao qualité supérieure	1520 fcfa le kilo

N.B : CES PRIX SONT CALCULÉS PAR RAPPORT À L'ÉCHÉANCE DE JUILLET 2026 POUR LE CAFÉ ET LE CACAO.
Contacts : +228 71538060 | 122270945 | cecfctogo@commerce.gouv.tg

AUX DÉCIDEURS ...

L'innovation financière ouvre la voie au logement pour tous

Il est des moments où une décision technique dépasse son cadre initial pour devenir un signal fort, presque politique, de transformation. La première cotation de titres RMBS à la BRVM appartient à cette catégorie. Derrière cet acronyme encore peu familier se dessine une ambition bien plus vaste : rapprocher la finance de la vie quotidienne des citoyens ouest-africains.

Car au fond, de quoi parle-t-on ? De logements. De familles. D'un besoin essentiel encore trop souvent inaccessible. Dans l'espace UEMOA, le déficit en logements est une réalité persistante, un défi structurel qui freine le développement urbain, accentue les inégalités et pèse sur la qualité de vie. Face à cette équation complexe, l'innovation financière n'est plus un luxe, mais une nécessité.

Avec l'opération « FCTC ZAKA RMBS NSIA Banque CI 2025-2036 », un cap est franchi. Pour la première fois, des créances hypothécaires deviennent des titres négociables, capables d'attirer des investisseurs et de libérer des ressources pour financer de nouveaux crédits immobiliers. En d'autres termes, la finance cesse d'être un circuit fermé pour devenir un levier de transformation sociale.

Ce qui pourrait sembler abstrait est en réalité profondément concret. Chaque tranche souscrite, chaque obligation cotée, c'est potentiellement un toit qui se construit, une famille qui accède à la propriété, un avenir qui se sécurise. C'est là toute la force de cette innovation : elle reconnecte les marchés financiers à leur vocation première, celle de servir l'économie réelle.

Le succès de cette première émission, portée notamment par la BOAD comme investisseur de référence, témoigne d'une confiance retrouvée. Confiance des institutions, confiance des investisseurs, mais aussi confiance dans la capacité de la région à inventer ses propres solutions. Il ne s'agit plus seulement d'importer des modèles, mais de les adapter, de les transformer, de les ancrer dans les réalités locales.

À travers le programme ZAKA, piloté par la CRRH-UEMOA, une dynamique nouvelle s'installe. Celle d'un marché financier qui s'émancipe progressivement, qui innove, qui structure des mécanismes durables pour répondre aux besoins de financement à long terme. Une dynamique qui dépasse le seul secteur du logement pour ouvrir des perspectives dans les infrastructures, l'énergie ou encore l'agriculture.

Mais ne nous y trompons pas : cette avancée, aussi prometteuse soit-elle, n'est qu'un début. L'enjeu désormais est d'amplifier le mouvement. D'encourager les banques à recourir davantage à la titrisation, de renforcer la régulation pour garantir la transparence et la sécurité, et surtout de démocratiser l'accès à ces mécanismes pour qu'ils bénéficient au plus grand nombre.

Car l'innovation n'a de sens que si elle est inclusive. Elle doit s'adresser aux populations, répondre à leurs besoins, améliorer concrètement leur quotidien. À cet égard, les RMBS ne doivent pas rester un outil réservé aux initiés, mais devenir un instrument au service d'une ambition collective : celle d'un logement accessible, décent et durable pour tous.

La BRVM, en tant que plateforme régionale, joue ici un rôle déterminant. En accueillant ces nouveaux instruments, elle confirme sa capacité à évoluer, à s'adapter, à anticiper les mutations. Elle devient un catalyseur, un espace où se rencontrent l'épargne, l'investissement et le développement.

Dans un contexte mondial marqué par les incertitudes économiques et les tensions financières, cette initiative envoie un message clair : l'Afrique de l'Ouest est capable d'innover, de structurer ses marchés et de tracer sa propre trajectoire. Une trajectoire fondée sur la mobilisation de ses ressources internes, sur la confiance en ses institutions et sur une vision de long terme.

Au-delà des chiffres et des mécanismes, c'est donc une nouvelle philosophie qui émerge. Une finance plus utile, plus responsable, plus ancrée dans les réalités sociales. Une finance qui ne se contente pas de créer de la valeur, mais qui contribue à la partager.

La première cotation de RMBS dans l'UEMOA n'est pas seulement une avancée technique. Elle est un symbole. Celui d'une région qui prend conscience de son potentiel, qui ose innover et qui place l'humain au cœur de ses priorités.

Et si, finalement, le véritable succès de cette opération ne se mesurait pas seulement en milliards de FCFA, mais en nombre de vies améliorées ? Voilà le défi. Voilà l'horizon

M.T

Le Togo en chiffres

± DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.
● Source : tresor.economie.gouv.fr

Brasserie

Cyril Segonds prend les rênes de BB Lomé

BB Lomé SA amorce une nouvelle phase avec la nomination de Cyril Segonds à sa tête. Après 18 mois marqués par des avancées notables sous Victoria Diogo, l'entreprise entend accélérer sa croissance en misant sur l'innovation et la performance.

• Joël Yanclou

Transition dans la continuité à BB Lomé. Le 3 mai 2026 est la date de fin du mandat de Victoria Diogo à la tête de la brasserie BB Lomé SA. Après 18 mois de direction, il laisse une entreprise transformée, tant sur le plan organisationnel que sur celui du capital humain. Durant son passage, l'ancien directeur général a su impulser une dynamique de changement, marquée par le renforcement des équipes et l'amélioration du climat interne. Les collaborateurs saluent notamment ses qualités humaines, son exigence d'excellence et sa capacité à instaurer un environnement de travail fondé sur la confiance et la proximité managériale. Cette approche a favorisé un esprit d'équipe renforcé et une meilleure cohésion au sein de l'entreprise.

L'ère Cyril Segonds s'ouvre

Dès le 4 mai 2026, une nouvelle page s'ouvre avec la nomination de Cyril Segonds en tant que Directeur général. Ce changement de gouvernance traduit



une volonté de consolider les acquis tout en accélérant la trajectoire de croissance de cette entreprise phare du paysage industriel togolais. Sous l'impulsion du nouveau dirigeant, BB Lomé SA entend poursuivre sa stratégie de performance durable, en intégrant davantage d'innovation et d'excellence opérationnelle. L'objectif affiché est de renforcer la satisfaction des consommateurs tout en maintenant une culture d'entreprise basée sur la collaboration, l'engagement et la responsabilisa-

tion des équipes.

Repositionnement pour plus de compétitivité

La nomination de Cyril Segonds intervient dans un contexte de transformation du secteur industriel, marqué par une concurrence accrue et une évolution des attentes des consommateurs. Pour BB Lomé SA, il s'agit de consolider sa position sur le marché tout en s'adaptant aux nouvelles dynamiques économiques. Le bilan laissé par Victoria

Diogo constitue une base solide pour cette transition. En mettant l'accent sur le capital humain et la culture d'entreprise, il a préparé le terrain pour une montée en puissance de la performance organisationnelle. Le nouveau directeur général devra désormais capitaliser sur ces acquis pour renforcer la productivité et l'innovation. Par ailleurs, la stratégie de BB Lomé repose sur une intégration accrue des ressources locales, notamment le riz et le maïs issus de l'agriculture nationale. Cette orientation contribue non seule-

ment à réduire les coûts d'approvisionnement, mais aussi à soutenir les filières agricoles locales et à renforcer l'ancrage de l'entreprise dans l'économie nationale. La capacité à maintenir cet équilibre entre performance économique, innovation et responsabilité sociale sera déterminante pour la réussite de cette nouvelle phase. L'engagement des équipes, déjà perceptible, constitue un atout majeur pour atteindre ces objectifs.

Fleuron du développement industriel togolais

Acteur majeur du secteur agro-industriel, BB Lomé

SA occupe une place stratégique dans l'économie togolaise. Au-delà de sa production, l'entreprise contribue à la création d'emplois, à la valorisation des ressources locales et au développement de chaînes de valeur nationales. Dans un environnement économique en mutation, marqué par la nécessité de renforcer la compétitivité et de promouvoir l'industrialisation, les entreprises comme BB Lomé jouent un rôle clé. Leur capacité à innover et à s'adapter aux exigences du marché conditionne leur pérennité, mais aussi leur contribution au développement national. La nomination de Cyril Segonds arrive pour une plus large de transformation du tissu industriel. Elle traduit une volonté de renforcer la gouvernance, d'améliorer la performance et de consolider les partenariats locaux. Avec cette nouvelle direction, BB Lomé SA entend poursuivre son évolution en tant qu'entreprise emblématique, porteuse de fierté nationale et engagée dans une démarche de performance collective. Entre continuité et renouveau, l'entreprise se positionne pour relever les défis à venir et renforcer son rôle dans l'économie togolaise.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

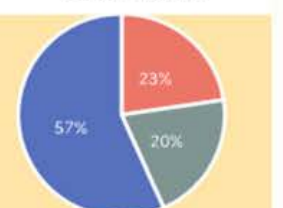
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Commande publique

Une délégation de l'ARCOP Togo en mission en Côte d'Ivoire

Une délégation de l'ARCOP Togo a effectué une mission en Côte d'Ivoire pour s'imprégner des bonnes pratiques en matière de régulation de la commande publique afin d'améliorer la transparence, lutter contre la fraude et renforcer la coopération sous-régionale.

● Joël Yanclou

Mission d'apprentissage et de coopération. La délégation de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique a séjourné en Côte d'Ivoire du 4 au 5 mai 2026 dans le cadre d'une visite de travail dédiée au renforcement des capacités en matière de régulation de la commande publique. Accueillis par leurs homologues ivoiriens de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique, les représentants togolais ont échangé sur plusieurs thématiques clés, notamment la lutte contre la fraude documentaire et la modernisation des procédures. À cette occasion, Bile Vincent, Directeur du département du contentieux et de la conciliation, a salué cette initiative de partage d'expériences, mettant en avant l'expertise ivoirienne dans ce domaine. Pour la partie togolaise, Hillah Messan a précisé que cette mission visait à analyser les demandes d'authentification de documents adressées à la Côte d'Ivoire, à identifier les contraintes et à définir des mécanismes plus rapides et fiables. L'objectif est de renforcer la coopération entre les deux pays dans la lutte contre les pratiques frau-



duleuses. Les discussions ont également porté sur la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, notamment à travers la mise en place d'un schéma directeur de transformation digitale. Les participants ont insisté sur l'importance de la digitalisation pour améliorer la transparence, la traçabilité et l'efficacité des processus.

Digitalisation et coopération

La mission traduit une volonté claire du Togo de moderniser son système de commande publique en s'appuyant sur des expériences réussies dans la sous-région. La lutte contre la fraude documentaire constitue un enjeu majeur, dans un contexte où les marchés publics représentent une part importante des dépenses publiques. La mise en place de méca-

nismes d'échange d'informations fiables entre régulateurs apparaît comme une réponse pertinente pour limiter les risques de falsification et renforcer la crédibilité des procédures. En parallèle, la digitalisation des processus constitue un levier stratégique pour améliorer la gouvernance. Elle permet non seulement de réduire les délais, mais aussi de renforcer la transparence et de limiter les interventions humaines susceptibles de générer des irrégularités. L'accent mis sur l'interopérabilité des systèmes, notamment entre les plateformes de finances publiques et de commande publique, témoigne d'une approche intégrée. Cette convergence technologique est essentielle pour assurer une meilleure cohérence des données et une gestion plus efficace des ressources publiques. Les réformes engagées visent à renforcer la confiance des investisseurs et des partenaires techniques et financiers, tout en garantissant une utilisation optimale des ressources publiques. En s'inspirant du modèle ivoirien, le Togo confirme son engagement à aligner ses pratiques sur les standards régionaux et internationaux. Cette démarche collaborative pourrait contribuer à harmoniser les procédures et à consolider un espace économique plus transparent et plus compétitif en Afrique de l'Ouest.



Partenariat Togo-Commonwealth

Des échanges fructueux pour une coopération renforcée

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu, ce mardi 05 mai 2026, avec le Secrétaire général du Commonwealth, Shirley Ayorkor Botchway, en visite de travail à Lomé.

Cette rencontre s'inscrit dans une démarche de consolidation du partenariat et d'exploration de nouveaux domaines de collaboration. Madame Shirley Ayorkor Botchway s'est félicitée de la qualité des échanges et de la convergence de vues sur les perspectives de coopération entre le Togo et le Commonwealth. « Je suis venu pour explorer les domaines dans lesquels le Commonwealth peut soutenir le travail du Président du Conseil ainsi que les institutions de gouvernance du Togo. Il s'agit essentiellement d'une visite exploratoire, mais aussi d'une démarche pour assurer au Togo notre soutien sous toutes les formes. Nous avons eu des discussions très fructueuses sur les moyens de collaborer » a précisé le Secrétaire général du Commonwealth. Madame Shirley Ayorkor Botchway a exprimé sa



gratitude au Président du Conseil pour le soutien apporté lors de son élection. Elle a salué l'engagement continu du Togo dans les initiatives portées par le Secrétariat général du Commonwealth. Le Togo a adhéré au Commonwealth le 24 juin 2022, une adhésion entérinée le 20 octobre 2022 par le Togo Flag-raising au siège du Secrétariat général du Commonwealth, Marlborough House, à Londres en Angleterre. Cette adhésion a permis au pays de renforcer les

relations d'amitié et de coopération avec les pays membres de l'organisation et de diversifier son partenariat économique avec les investisseurs étrangers. Créé en 1949 par la Déclaration de Londres, le Commonwealth est une organisation intergouvernementale regroupant les pays qui s'engagent dans la promotion de la démocratie, de la paix, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance.

Avec presidencedu-conseil.gouv.tg

Filière coton

A Lomé, l'Afrique se mobilise pour renforcer sa compétitivité

La capitale togolaise, Lomé, abrite depuis ce mardi 5 mai les 22èmes journées de l'Association cotonnière africaine (ACA), une organisation œuvrant à la concertation, au partage d'expériences et à la promotion du développement durable du secteur cotonnier en Afrique.

Les travaux ouverts par le secrétaire général du ministère de l'agriculture, Tekize Madadozi, représentant le ministre, réunissent les principaux acteurs de la filière coton venus de plusieurs pays africains, ainsi que des experts et partenaires techniques. Jusqu'au 7 mai, les participants échangeront sur les défis majeurs du secteur et les perspectives de développement de la filière cotonnière africaine. Les discussions portent notamment sur l'amélioration de la productivité, la qualité du coton, la traçabilité des productions et l'adaptation des systèmes de culture face aux effets du changement climatique. « Ces Journées offrent un cadre privilégié pour mutualiser les expériences et dégager des réponses concrètes aux défis communs du secteur », a déclaré le Directeur général de la NSCT, Martin Drevon. Pour sa part, le président de l'ACA, Kassoum Koné, a

souligné la nécessité de consolider les partenariats entre les pays producteurs et les acteurs de la chaîne de valeur afin d'accompagner la modernisation de la filière. Cette rencontre, qui intervient quelques semaines après la 18ème réunion bilan du Programme régional de production intégrée du coton en Afrique (PR-PICA) tenue à Lomé, illustre le rôle central du Togo dans la dynamique régionale de la filière cotonnière. « Notre pays, en accueillant ces assises, réaffirme son engagement à contribuer activement aux réflexions et actions visant à renforcer la compétitivité et

la durabilité de la filière cotonnière africaine », a indiqué le secrétaire général du ministère de l'agriculture, Tekize Madadozi. Ces dernières années, le Togo a engagé plusieurs réformes importées dans la filière cotonnière, avec pour objectif d'améliorer les performances de production et de renforcer l'encadrement des producteurs. Ces efforts ont permis de relancer progressivement la dynamique de la filière, à travers une meilleure organisation des acteurs et la promotion de pratiques agricoles plus efficaces.

(Togo Officiel)



Chambre de commerce et d'industrie du Togo

Ouverture de la Délégation Régionale du Grand Lomé

La CCI-Togo a inauguré, le 5 mai 2026 dans la commune d'Agoè 1, le bureau de sa délégation régionale du Grand Lomé, marquant ainsi une avancée majeure dans sa stratégie de territorialisation et de proximité avec les acteurs économiques.

● **Dieudonné Amouzouvi**

Bien plus qu'une simple extension administrative, cette initiative s'inscrit dans une dynamique nationale visant à rapprocher les services des usagers, à fluidifier l'accès aux dispositifs d'accompagnement et à renforcer l'ancrage des instruments d'appui au cœur des territoires. Cette nouvelle implantation consulaire apparaît comme un tournant structurant. Elle répond à une exigence de fond : rendre l'action institutionnelle plus accessible, plus lisible et surtout plus efficace pour les opérateurs économiques. En choisissant le Grand Lomé, principal pôle économique du pays, la CCI-Togo confirme sa volonté de s'inscrire au plus près des dynamiques productives, là où se concentrent activités commerciales, industrielles, artisanales et de services.

Rapprocher les institutions des usagers

Loin d'un geste symbolique, cette inauguration traduit une orientation stratégique cohérente avec les réformes engagées au sommet de l'État. Intervenant lors de la cérémonie, le ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki, a rappelé les fondements de cette politique. « De l'action publique, rapprocher les institutions des usagers, rapprocher les services des acteurs économiques et renforcer l'ancrage territorial des instruments d'appui aux entreprises », a-t-il déclaré, mettant en exergue l'ambition de construire une gouvernance économique fondée sur la proximité. Dans un propos structuré, le ministre a insisté sur la nécessité de repenser le développement à partir des territoires, en impliquant davantage



les collectivités locales et les acteurs économiques. « Le développement économique doit se construire avec les territoires et pour les territoires », a-t-il affirmé, soulignant que les communes et conseils régionaux, désormais opérationnels, constituent des leviers essentiels de transformation économique. Cette vision consacre une nouvelle approche où l'État, loin d'être centralisateur, devient facilitateur d'initiatives locales. Au cœur de cette dynamique, le secteur privé occupe une place déterminante. Le ministre n'a pas manqué de rappeler que « les territoires ont besoin d'entreprises qui produisent,

commercent, innovent et créent de la richesse et des emplois ». Une affirmation qui met en lumière l'importance d'un tissu entrepreneurial solide, capable de porter la croissance et d'assurer une redistribution durable des richesses. Dans cette perspective, il a salué l'engagement de la CCI-Togo, estimant que l'ouverture de cette délégation régionale constitue « une volonté affirmée d'accompagner le gouvernement au plus près des opérateurs économiques ».

Traduire les ambitions en actions concrètes

Cette convergence entre action publique et initia-

tive consulaire trouve un écho particulier dans la vision portée par le président de la CCI-Togo, José Kwassi Symenouh. Dans son intervention, il a tenu à préciser que l'événement dépasse largement le cadre protocolaire. « Inaugurer cette nouvelle délégation régionale n'est pas une simple cérémonie consistant à la coupe d'un ruban [...] c'est poser une pierre de plus à l'architecture de proximité que la CCI-Togo s'est engagée à construire », a-t-il indiqué. Dans une logique résolument opérationnelle, il a insisté sur la nécessité de traduire les ambitions en actions concrètes. « Il ne suffit pas de proclamer la proximité,

il faut l'organiser. Il ne suffit pas d'annoncer la territorialisation, il faut la rendre visible, utile et opérationnelle », a-t-il déclaré, rappelant que la crédibilité d'une institution se mesure à sa capacité à répondre efficacement aux besoins de ses usagers.

Renforcer l'action consulaire

Au-delà de sa fonction d'accueil, l'infrastructure abrite des entités stratégiques destinées à renforcer la cohérence de l'action consulaire. La direction centrale de coordination des régions y est notamment installée. Ce dispositif vise à

garantir une meilleure lisibilité des actions de la CCI Togo et à assurer une uniformité dans la qualité des services offerts. Par ailleurs, une unité dédiée à la valorisation des résultats de recherche et d'innovation y est également implantée. La CCI Togo ambitionne de faire de cette délégation un espace vivant, dynamique et résolument tourné vers les besoins des acteurs économiques. Le ministre Badanam Patoki a d'ailleurs lancé un appel clair à leur endroit : « J'invite les opérateurs économiques [...] à s'approprier cette nouvelle représentation [...] pour y chercher l'information utile, les conseils et les accompagnements nécessaires à leur performance ». Il a également insisté sur le rôle fondamental des structures de proximité, rappelant que « le développement économique repose aussi sur la qualité des institutions offrant des services accessibles et adaptés ». Cette vision est partagée par le président de la CCI Togo, qui voit dans cette délégation un outil stratégique au service de la transformation économique. « La CCI Togo ne veut pas être une chambre qui observe de loin, mais une institution qui



respire au même rythme que nos entreprises », a-t-il affirmé, traduisant ainsi une volonté de rupture avec les approches traditionnelles. L'objectif est clair : faire de l'institution un acteur engagé, proche des réalités et capable d'apporter des réponses concrètes aux défis des entreprises.

BRVM

Première cotation du FCTC Croissance Agricole 2025-2032

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a admis à la cote, mardi 05 mai 2026 à Dakar, le FCTC Croissance Agricole 2025-2032 de la Banque Agricole du Sénégal. Une opération de titrisation de 80 milliards FCFA.

● Wilson Lawson

Structurée en deux tranches offrant des rendements respectifs de 8 % et 9 %, l'opération de titrisation a permis de mobiliser 80 milliards de FCFA, intégralement souscrits par les investisseurs. Ce succès traduit la confiance du marché dans des instruments financiers innovants et dans le potentiel du secteur agricole. Lors de la cérémonie, le Directeur général de la BRVM, Edoh Kossi Amenounve, PhD, a souligné la portée de cette cotation, qui illustre la capacité croissante du marché régional à proposer des solutions sophistiquées pour financer l'économie réelle. Il a notamment insisté sur l'impact attendu en faveur des PME et PMI agricoles, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production à la distribution. La rencontre s'est achevée par un échange de haut niveau entre Mabouba Diagne et le directeur général de la BRVM, autour des mécanismes innovants de financement agricole, sous la modération de Mouhamadou Moustapha Faye.

La titrisation pour connecter finance et agriculture

Cette opération marque une évolution significative dans l'utilisation de la titrisation comme instrument de financement du secteur agricole dans l'espace



de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine. En transformant des actifs agricoles en titres financiers négociables, elle permet de mobiliser des ressources importantes tout en diversifiant les risques. Le succès de la souscription confirme l'appétit des investisseurs pour des produits offrant à la fois rendement et impact économique. En ciblant spécifiquement les chaînes de valeur agricoles, ce type d'instrument contribue à combler le déficit de financement dont souffre le secteur, souvent jugé risqué par les circuits bancaires traditionnels. Avec plus de 1 168 milliards de FCFA mobilisés depuis 2016, la titrisation s'impose progressivement comme un pilier du marché financier régional. Elle favorise une meilleure allocation des ressources et participe à la transformation structurelle des économies ouest-africaines, en orientant les capitaux vers des secteurs stratégiques.

Finance en mutation au service du déve-

loppement durable

La cotation du FCTC Croissance Agricole intervient dans un contexte international marqué par l'essor des instruments financiers innovants et la diversification des actifs, notamment dans les domaines des infrastructures et des technologies. Dans ce paysage en mutation, la BRVM entend consolider son rôle de plateforme de financement du développement. En facilitant l'accès des acteurs économiques à des ressources longues et adaptées, elle contribue à renforcer la résilience des économies de la sous-région. Le secteur agricole, pilier des économies ouest-africaines, demeure un enjeu central en matière de sécurité alimentaire, d'emploi et de croissance. En mobilisant le marché des capitaux pour soutenir cette filière, les acteurs financiers posent les bases d'un modèle plus durable, où innovation financière et développement économique avancent ensemble.



Mobilité électrique

Un impératif de souveraineté pour réduire la facture énergétique en Afrique

Exposés aux fluctuations des cours du pétrole et à des pressions économiques, les pays africains voient dans le véhicule électrique une réponse stratégique. Selon la Banque mondiale, cette option peut réduire les importations de carburant.

Dans de nombreux pays africains importateurs nets de pétrole, le secteur des transports ne véhicule pas seulement un enjeu de mobilité, il constitue une pression structurelle sur les réserves de change. Selon le rapport de la Banque mondiale intitulé « Electric Mobility in Developing Countries » et publié en mars dernier, les carburants destinés au transport routier absorbent entre 2 % et 6 % du PIB de ces économies en devises étrangères. Dans un contexte de dollar fort et de marchés pétroliers incertains, cette dépendance expose les budgets nationaux à une forte instabilité. La situation est souvent aggravée par le poids des subventions au carburant, qui fragilisent davantage les finances publiques. Avant la suspension intervenue en mai 2023, la subvention du carburant au Nigeria avait, par



exemple, représenté près de 2 % du PIB en 2021.

L'électricité locale comme option économique

Sur le plan économique, l'argument est avant tout énergétique. Un moteur électrique présente une efficacité énergétique 4 à 6 fois supérieure à celle d'un moteur thermique, qui perd une grande partie de son énergie sous forme de chaleur. En traduisant cette efficacité en impacts macroéconomiques, l'adoption accélérée des véhicules électriques pourrait réduire la consommation nationale de carburant de 30 % à 40 % d'ici le milieu

des années 2030. Pour des pays comme le Sénégal ou le Mali, les gains seraient doubles selon la Banque mondiale. D'une part, la substitution du pétrole importé par une électricité produite localement, notamment grâce au potentiel solaire du Sahel ou à l'hydroélectricité, permettrait de renforcer la sécurité énergétique. D'autre part, elle réduirait la vulnérabilité aux chocs externes sur les marchés pétroliers. Le rapport cite également l'exemple de l'Éthiopie, qui a franchi une étape ambitieuse en annonçant une interdiction totale des importations de véhicules thermiques particuliers, en s'appuyant sur ses ressources hydrauliques pour alimenter son parc automobile. La mesure est soutenue par de nombreuses initiatives, telles que la construction en cours de 2300 points de recharge.

Avec Agence Ecofin

Avec l'autoroute Sokoto – Badagry

Le Nigeria veut connecter ses bassins agricoles aux ports de Lagos

Au Nigeria, la modernisation des infrastructures routières devient centrale dans la politique agricole. A travers son projet de corridor Sokoto - Badagry, Abuja cherche à réduire les pertes logistiques qui freinent encore la compétitivité des filières vivrières.

Le président nigérian Bola Tinubu a sollicité, selon des informations rapportées par des médias locaux, l'approbation du Sénat pour l'approbation d'un prêt extérieur de 516,3 millions USD destiné au financement de plusieurs tronçons du projet d'autoroute Sokoto - Badagry, un axe stratégique de plus de 1000 km. Ce prêt syndiqué devrait être mobilisé auprès de Deutsche Bank, notamment pour les sections 1, 1A et 1B de l'infrastructure, présentée comme l'un des piliers du programme présidentiel « Renewed Hope ». L'autoroute traversera les États de Sokoto, Kebbi, Niger, Kwara, Oyo, Ogun et Lagos, reliant Illela à Badagry. Le gouvernement estime que la nouvelle autoroute permettra



de réduire sensiblement les coûts de transport, ainsi que le temps de trajet entre Sokoto et Lagos, qui pourrait passer d'environ 13 heures à 6 heures. Une baisse censée renforcer la compétitivité des filières agricoles, soutenir la sécurité alimentaire et stimuler les échanges inter-régionaux. Abuja cherche en effet à connecter les principales zones de production agricole du nord-ouest aux marchés urbains et aux installations portuaires de Lagos, afin de fluidifier l'acheminement des marchandises et de réduire les pertes logistiques. Le projet s'inscrit dans une stratégie globale visant à renforcer la chaîne de

valeur post-récolte, dans un contexte où les pertes post-récolte au Nigeria ont été évaluées à près de 10 milliards USD en 2024, selon les données officielles. Dévoilé en septembre dernier, le Programme nigérian de transformation des systèmes post-récolte (NiPhaST) prévoit notamment de mobiliser 3,5 milliards USD sur 10 ans pour moderniser les infrastructures de stockage au niveau des ménages, des entrepôts communautaires et des réserves stratégiques nationales. Le chantier de l'autoroute a été officiellement lancé en octobre 2024.

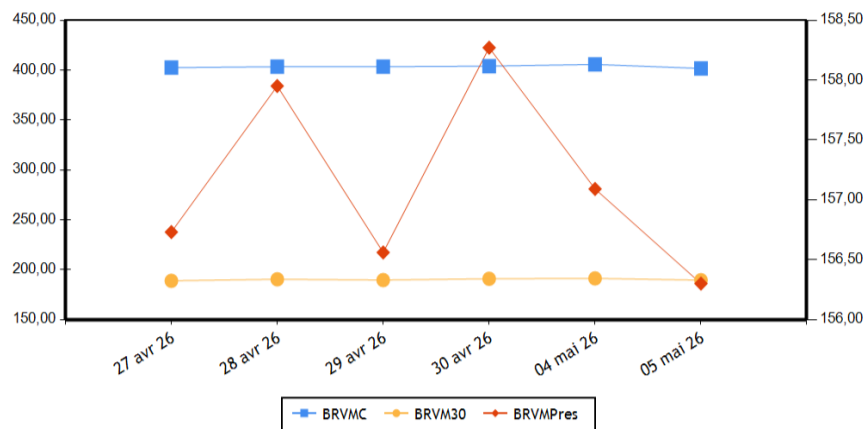
Avec Agence Ecofin

BRVM COMPOSITE	401,60
Variation Jour	-0,99 % ↓
Variation annuelle	16,15 % ↑

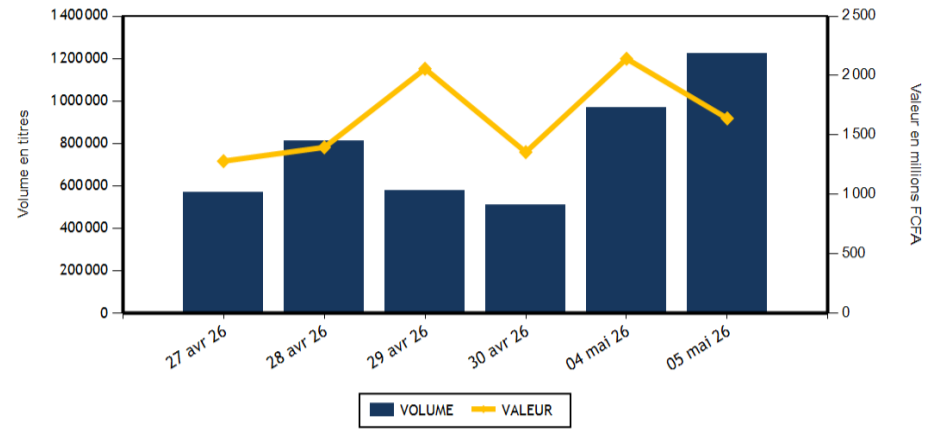
BRVM 30	189,40
Variation Jour	-0,93 % ↓
Variation annuelle	13,93 % ↑

BRVM PRESTIGE	156,30
Variation Jour	-0,50 % ↓
Variation annuelle	8,35 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	15 482 992 555 863	-0,99 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 223 180	40,98 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 632 436 968	-15,29 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	12	-40,00 %
Nombre de titres en baisse	28	21,74 %
Nombre de titres inchangés	7	75,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	7 600	5,56 %	-3,80 %
PALM CI (PALC)	7 310	4,43 %	-9,75 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	3 095	4,03 %	6,72 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	9 250	3,29 %	58,12 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 725	2,68 %	13,86 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	156,30	-0,50 %	8,35 %	43 203	681 283 635	11,36
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	279,63	-1,74 %	28,48 %	1 177 212	946 887 813	15,64

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN	47	155,05	-0,84 %	16,46 %	1 220 415	1 628 171 448	12,87

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	102,82	-0,18 %	8,35 %	14 979	339 544 910	9,94
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	170,81	-4,07 %	-1,28 %	34 005	68 301 170	40,95
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	177,52	-1,48 %	21,71 %	1 082 941	911 512 583	12,85
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	259,64	-0,22 %	20,16 %	25 306	149 641 365	12,80
BRVM - INDUSTRIELS	6	184,77	-0,02 %	39,63 %	35 583	65 786 380	14,88
BRVM - ENERGIE	4	134,46	-2,15 %	21,23 %	13 273	42 588 225	16,46
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	143,82	-4,79 %	35,81 %	14 328	50 796 815	15,78

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	12,87
Taux de rendement moyen du marché	6,65
Taux de rentabilité moyen du marché	6,35
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	203
Volume moyen annuel par séance	1 923 908,00
Valeur moyenne annuelle par séance	3 050 189 447,51

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	42,71
Ratio moyen de satisfaction	60,98
Ratio moyen de tendance	142,77
Ratio moyen de couverture	70,04
Taux de rotation moyen du marché	0,11
Prime de risque du marché	2,02
Nombre de SGI participantes	34

Bourse

L'insolente suprématie des géants de la tech

Le géant sud-coréen a dépassé ce mercredi les 1 000 milliards de dollars de capitalisation boursière. Samsung rejoint le club très fermé des 13 entreprises au-dessus de ce seuil, dont dix gravitent autour de la tech.

C'est une première pour Samsung. Le géant sud-coréen a franchi ce mercredi le seuil symbolique des 1 000 milliards de dollars de capitalisation boursière pour la première fois depuis son introduction en Bourse en 2003. Le dépassement de ce cap était attendu pour Samsung, dont l'action a pris plus de 300 % depuis un an. Un engouement des investisseurs qui s'explique par la place qu'a su prendre l'entreprise parmi les acteurs essentiels de l'approvisionnement en puces de haute performance, particulièrement prisées dans le contexte actuel d'évolution rapide dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA).

La tech a le vent en poupe

Outre Samsung, 12 autres entreprises présentent une



capitalisation de plus de 1 000 milliards de dollars. Parmi elles, dix gravitent autour de la tech. Cinq, dont Samsung, sont des fabricants de produits technologiques : Nvidia, Broadcom, TSMC et Tesla. Trois sont spécialisées dans les services de la tech et du cloud (l'informatique à distance), à savoir Microsoft, Alphabet (maison mère de Google) et Meta. Deux, Apple et Amazon, font les deux. Quant aux trois autres, elles œuvrent dans des domaines très variés. On

trouve le géant pétrolier saoudien Saudi Aramco, le conglomérat Berkshire Hathaway et la chaîne américaine d'hypermarchés Walmart. Si la capitalisation du laboratoire américain Eli Lilly, l'un des principaux fabricants de traitements anti-obésité, a un temps dépassé le cap des 1 000 milliards de dollars, elle est actuellement juste en dessous. Une fluctuation que connaît aussi Tesla, dont l'action a vécu une année 2025 en dents de scie à cause des positionnements politiques de

son excentrique patron, Elon Musk.

L'IA comme moteur

Comme Samsung, les entreprises de la tech sont en grande partie portées par l'appétit des investisseurs pour l'intelligence artificielle. Preuve de cette frénésie : Nvidia, mastodonte des puces électroniques destinées à l'IA, a franchi la barre des 4 000 milliards de dollars en juillet 2025, seulement deux ans après avoir dépassé les 1 000 milliards. À peine trois mois plus tard, en octobre dernier, elle est même temporairement passée au-

delà des 5 000 milliards de dollars. À titre de comparaison, il aura fallu plus de six ans à Apple pour faire le même bond, de 1 000 à 4 000 milliards. Apple a été la première entreprise à dépasser les 1 000 milliards de dollars de capitalisation boursière. L'engouement des investisseurs s'est emballé à partir de l'année 2024. Dès le début de cette année-là, Microsoft est devenue la deuxième entreprise à atteindre les 3 000 milliards de dollars, deux ans après son rival Apple. Les deux géants ont par la suite été dépassés par Alphabet et Nvidia. Et s'ils ne sont

que quatre au-dessus de ce seuil aujourd'hui, Amazon n'en est pas loin et Broadcom pourrait vite les rejoindre s'il continue sur sa lancée. Dans ce contexte de course à l'échalote des valorisations boursières, la crainte d'une « bulle de l'IA » prête à exploser a saisi les investisseurs à la fin 2025. Le vent de panique est depuis quelque peu retombé, l'intelligence artificielle imposant une réalité économique bien plus complexe qu'une simple surchauffe spéculative. Du moins pour le moment.

Avec latribune.fr

Maritime

Un porte-conteneurs de CMA CGM attaqué mardi dans le détroit d'Ormuz

L'attaque a fait des « blessés parmi les membres d'équipage » qui ont été « évacués et soignés », a indiqué CMA CGM, dans un bref communiqué à l'AFP.

Le porte-conteneur « San Antonio » battant pavillon maltais et appartenant à l'armateur français CMA CGM (propriétaire de La Tribune) a fait « l'objet d'une attaque » mardi dans le détroit d'Ormuz, a confirmé ce mercredi matin CMA CGM. L'attaque a fait des « blessés parmi les membres d'équipage » qui ont été « évacués et soignés », et a occasionné des « dommages » au navire, a ajouté CMA CGM, dans un bref communiqué à l'AFP. L'armateur précise qu'il suit la situation de près et qu'il reste pleinement mobilisé aux côtés de l'équipage. L'agence de sécurité maritime britannique UKTMO avait rapporté qu'un cargo avait été touché mardi vers 20h30, heure française, par un « projectile d'origine inconnue » dans le détroit d'Ormuz, sans l'identifier.

La France « pas visée » selon Macron

La France n'a « en aucun cas » été « visée » par l'attaque, a déclaré ce mercredi Emmanuel Macron, selon des propos rapportés par la porte-parole du gouvernement. « Les tirs qui ont visé hier un bateau CMA CGM montrent de toute évidence que la situation reste dangereuse », a affirmé Maud Bregeon lors du compte-rendu du Conseil des ministres. Elle a souligné que le navire « n'était pas sous pavillon français » mais battait « pavillon maltais » avec un « équipage philippin » auquel la France assure sa « solidarité ».

L'opération américaine d'escorte de navire stoppée

Cet incident intervient alors que Donald Trump a annoncé mardi soir suspendre l'opération américaine d'escorte de navires à travers le stratégique détroit d'Ormuz, en place depuis un jour seulement.

Et ce, dans le but de parvenir à un accord avec l'Iran pour mettre fin à la guerre au Moyen-Orient. Le président américain a déclaré sur sa plateforme Truth Social que « de grands progrès » avaient été réalisés dans les négociations, et que le « Projet liberté » serait suspendu « pendant une courte période » pour voir si un accord pouvait « être finalisé et signé ».

Projet de résolution

Le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio a annoncé que les États-Unis proposeraient une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU pour « défendre la liberté de navigation et sécuriser le détroit d'Ormuz ». Le projet de résolution, rédigé avec Bahreïn, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït, et le Qatar, « exige que l'Iran cesse les attaques, le minage et tout péage ».

(Avec AFP)

Automobile

Le revirement européen sur l'électrique bouscule les constructeurs allemands

Selon une étude publiée ce mardi, le renoncement au tout-électrique en 2035 pourrait « sanctionner » les constructeurs allemands « qui sont le mieux positionnés dans la course mondiale à l'innovation ».

L'assouplissement de la sortie des moteurs thermiques dans l'Union européenne, largement poussé par l'Allemagne, risque de pénaliser les entreprises du pays les plus avancées dans leurs investissements dans l'électromobilité, selon une étude publiée mardi. Une enquête, menée fin 2025 par l'université du Sussex (Angleterre) et l'institut allemand Fraunhofer pour la recherche sur les systèmes et l'innovation (ISI) auprès de 74 entreprises de l'industrie automobile allemande, conclut que le renoncement au tout-électrique en 2035 pourrait « sanctionner » celles « qui sont le mieux positionnées dans la course mondiale à l'innovation ». Face à la crise que traverse le secteur automobile en Europe, l'UE a renoncé en décembre à imposer aux constructeurs de ne vendre que des véhicules électriques à partir de 2035, poussée notamment par l'Allemagne et sa branche en crise.



Une industrie qui se dit « partagée »

D'après l'étude publiée mardi, l'industrie automobile allemande est « partagée » sur cette mesure. Les « pionniers », qui représentent plus de 60 % des entreprises interrogées et ont déjà massivement réorienté leurs ressources vers l'électromobilité, souhaitent maintenir l'interdiction à l'échéance prévue. À l'inverse, les « retardataires » – près de 40 % des entreprises sondées – qui ne sont qu'au début de leur mutation, estiment que le renoncement européen ne va pas assez loin et plaident pour un assouplissement, voire une suppression de l'objectif du 100 % électrique. Selon les auteurs de l'étude, Berlin a trop privilégié les intérêts des « retardataires », au détriment des « pionniers innovants », et le renoncement européen « gâche » ainsi

l'opportunité pour l'industrie automobile allemande de « prendre une position de leader » dans la course à l'électromobilité.

Manque de soutien de Friedrich Merz

Au moment où l'Allemagne et l'UE débattent des normes d'émissions et de la sortie des moteurs thermiques, il faudrait « prendre au sérieux les entreprises qui ont déjà investi dans l'électromobilité », estime la professeure Karoline Rogge, de l'Université du Sussex, citée dans un communiqué. De fait, les entreprises décident d'investir dans la transition électrique si elles accordent assez de « crédibilité à l'ensemble des politiques publiques », pointent les auteurs de l'étude. Or, cette crédibilité fait encore défaut au gouvernement du conservateur Friedrich Merz, au pouvoir depuis un an, qui a largement contribué à l'abandon européen de l'interdiction des moteurs thermiques.

(Avec AFP)

Séminaire régional

BCEAO, BEAC, BCC en formation sur la trésorerie publique et dette

Un séminaire régional réunit à Douala des cadres des finances publiques pour approfondir la gestion active de la trésorerie et de la dette. L'objectif étant d'améliorer la coordination budgétaire et renforcer l'efficacité des politiques financières des États.

● Joël Yanclo

Une formation pour les finances publiques. La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, la Banque des États de l'Afrique Centrale et la Banque Centrale des Comores organisent, du 4 au 8 mai 2026 à Douala, un séminaire régional consacré à la gestion active de la trésorerie de l'État et de la dette de marché. Ceci, dans le cadre du programme conjoint BCEAO/BEAC/BCC visant à renforcer les compétences des acteurs publics en matière de gestion financière. Elle réunit une quarantaine de participants issus des ministères de l'Économie, des Finances et du Plan, ainsi que des institutions sous-régionales et des banques centrales. La cérémonie



d'ouverture a été présidée par Hamadou Abdoulaye, Directeur de la formation et du perfectionnement de la BEAC. Pendant cinq jours, les participants bénéficient d'une formation combinant apports théoriques et exercices pratiques, couvrant des thématiques clés telles que la planification de la trésorerie, la gestion prévisionnelle, la coordination entre trésorerie et dette, ainsi que l'articulation entre budget et exécution budgétaire. Le séminaire est animé par des experts reconnus, notamment Oumar Dissou, Abdoul Aziz

Halidou et Matthieu Sarda, qui apportent une expertise technique enrichie de cas pratiques et de mises en situation.

Une gestion intégrée des finances publiques

Le présent séminaire expose l'importance d'une gestion intégrée de la trésorerie et de la dette pour les États africains. Longtemps traitées de manière distincte, ces deux fonctions sont désormais reconnues comme étroitement liées, leur coordination étant essentielle pour optimiser

la gestion des finances publiques. Une gestion active de la trésorerie permet d'anticiper les besoins de financement et d'éviter les tensions de liquidité, tandis qu'une gestion efficace de la dette contribue à réduire les coûts d'emprunt et à maîtriser les risques financiers. Leur articulation permet ainsi d'améliorer la soutenabilité budgétaire et de renforcer la crédibilité des États sur les marchés financiers. En mettant l'accent sur la planification et la coordination, cette formation répond à un enjeu crucial : assurer la cohérence

entre les engagements de dépenses publiques et les ressources disponibles. Elle contribue également à professionnaliser les administrations financières, en dotant les cadres des outils nécessaires pour faire face à des environnements économiques de plus en plus complexes.

Des défis croissants pour la gestion budgétaire en Afrique

Dans un environnement dominé par des contraintes budgétaires accrues, une volatilité des marchés financiers et des besoins croissants de



financement, les États africains sont appelés à renforcer la qualité de leur gestion financière. La coopération entre institutions telles que la BCEAO, la BEAC et la BCC témoigne d'une volonté commune de mutualiser les compétences et d'harmoniser les pratiques à l'échelle régionale. Ce type d'initiative est une preuve de dynamique plus large de modernisation des finances publiques, visant à améliorer la transparence, la discipline budgétaire et l'efficacité de la dépense publique. La tenue de ce séminaire à Douala illustre ainsi l'importance accordée à la formation et au partage d'expériences pour relever les défis économiques actuels et renforcer la résilience des États face aux chocs financiers.

HOROSCOPE finance

Bélier Vous devrez vous méfier des propositions financières qui vous seront faites ce jour. Il y aura vraisemblablement des embrouilles, là-dessous. Et si vous vous laissez embringer, vous risquez d'être entraîné dans une aventure catastrophique.

Taureau Jupiter, le maître de la chance, influencera votre secteur argent. Vous devriez donc avoir droit à un Ciel parfaitement dégagé sur le plan financier. Si votre situation n'est pas très florissante, ne vous découragez pas : une amélioration est en vue. Si vous êtes à l'abri du besoin, essayez de mettre de l'argent de côté. Grâce aux bons influx de Jupiter, vous saurez faire les bons choix et bénéficierez de conseils avisés concernant un placement ou un investissement.

Gémeaux Jupiter en aspect favorable va vous aider à améliorer votre équilibre budgétaire. Une rentrée d'argent surprise est même possible pour certains. Mais attention à cet aspect de Neptune : ne prenez pas trop de risques, et évitez les dépenses exagérées.

Cancer Sur le plan financier, vos projets s'avèreront tout à fait satisfaisants, et les influx astraux vous aideront à les réaliser sans trop de peine. Vous devrez néanmoins savoir éviter de vous laisser dévorer par une ambition démesurée.

Lion Vous devrez vous montrer d'une vigilance rigoureuse dans le domaine financier : cette configuration de Saturne sera assez dangereuse. Vous serez enclin à dépenser un peu trop, de manière imprudente et désordonnée. Un peu de volonté pour ne pas céder aux tentations, s'il vous plaît !

Vierge Grâce à votre enthousiasme et à votre optimisme, bien soutenus par l'ambiance astrale à domination martienne, vous réussirez à mener à bien des projets que beaucoup de gens autour de vous croyaient irréalisables. Méfiez-vous des envieux, qui pourraient vous nuire en exploitant votre sensibilité à la flatterie.

Balance Le moment est opportun pour établir un vaste programme d'économies. Maintenant que vous êtes libéré de l'influence néfaste d'Uranus mal aspecté, vous pourrez beaucoup plus facilement renoncer aux dépenses inutiles. Résultat : les fins de mois ne risqueront plus de tourner au cauchemar.

Scorpion Pluton est un astre ambigu : il peut détruire ou construire. Cette fois, il pourra tout aussi bien vous mettre face à des difficultés financières, de manière à vous obliger à davantage de prudence, que vous faire le cadeau d'une rentrée d'argent inattendue. Quoi qu'il arrive, réagissez en personne prudente et en bon gestionnaire.

Sagittaire Ce sera le moment idéal pour consolider votre situation matérielle, pour réaliser des transactions immobilières. Mais ne vous lancez pas dans des spéculations hasardeuses, tenez-vous-en aux valeurs sûres.

Capricorne Votre situation financière ne devrait poser aucun problème. Jupiter sera positif et vous aidera à planifier votre budget avec intelligence et efficacité. Mais attention : Jupiter lui-même ne pourra rien pour sauver les rares natifs qui feront des dépenses folles.

Verseau Cette configuration de Saturne devrait vous aider à retrouver un bon équilibre financier. Une rentrée d'argent inattendue est même possible et vous permettra de faire une acquisition bien agréable.

Poisson L'influence de Saturne dans le secteur d'argent n'est pas très réjouissant. Saturne est en effet la planète de la restriction et des épreuves ! Pourtant, si vous vous montrez raisonnable et organisé, vous pourrez garder l'équilibre. Seuls les natifs inconscients, qui se lanceront dans des achats au-dessus de leurs moyens ou dans des placements et spéculations trop hasardeux, risquent un notable retour de bâton !

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Agoè Assiyéy non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

BOAD

DEVELOPMENT DAYS

SAVE THE DATE

📅 11 & 12 JUIN 2026

📍 HÔTEL 2 FÉVRIER,
LOMÉ-TOGO



Coopération Chine-Togo

La Chine célèbre la jeunesse dans une ambiance d'amitié

L'ambassade de la République populaire de Chine au Togo a organisé, le lundi 4 mai à Lomé, une réception officielle à l'occasion de la journée de la jeunesse chinoise, marquant le 107e anniversaire du Mouvement du 4 mai 1919.

La cérémonie a été ponctuée par des prestations artistiques variées, dans un cadre de convivialité et de renforcement des liens d'amitié entre la Chine et le Togo. L'événement a réuni des personnalités issues des milieux diplomatiques, politiques, économiques, universitaires et culturels. Au-delà de sa portée commémorative, l'événement s'inscrit dans une dynamique de consolidation des relations de coopération entre Lomé et Pékin, avec un accent particulier sur les échanges humains, institutionnels et culturels. La célébration a été marquée par des chants, danses traditionnelles chinoises et démonstrations d'arts martiaux, qui ont mis en valeur la diversité et la vitalité du patrimoine culturel chinois. La mission médicale chinoise a également présenté ses actions sanitaires au profit des populations togolaises, illustrant concrètement



la coopération bilatérale. L'ambassadrice de Chine au Togo, Wang Min, a rappelé la portée historique du Mouvement du 4 mai, symbole de patriotisme, de progrès, de démocratie et de science pour la jeunesse chinoise. Elle a fait savoir que la jeunesse, est un acteur central du développement et de la modernisation de la Chine, mais aussi comme un vecteur essentiel de coopération internationale à travers les échanges entre jeunes et institutions. La diplomate a, en outre, salué la qualité des relations bilatérales, affirmant que « la coopération sino-togolaise ne cesse de se consolider dans plusieurs

domaines, au bénéfice des deux peuples ». Le secrétaire général du ministère en charge de la Jeunesse et des Sports, Kodzo Dogbéda Agano, a aussi mis en avant la solidité et la progression constante des relations entre le Togo et la Chine. Il a insisté sur le rôle déterminant d'une jeunesse dynamique et engagée, véritable moteur du développement national. Instituée en 1949, la journée de la jeunesse chinoise est célébrée chaque 4 mai en mémoire des manifestations estudiantines de 1919 à Pékin, organisées pour protester contre les décisions du Traité de Versailles.

Avec ATOP/AO/MG/KYA

Ligue des Champions

L'immense joie d'Arsenal après sa qualification pour la finale

Arsenal a battu l'Atlético de Madrid 1-0 en demi-finale retour de Ligue des Champions. Le but de Bukayo Saka avant la pause aura suffi pour hisser les Gunners dans cette seconde finale de leur histoire.

Arsenal l'a fait. Pour la seconde fois de son histoire après cette défaite contre le FC Barcelone de Ronaldinho au Stade de France (2-1) en 2006, le club anglais va retrouver une finale de Ligue des Champions. Après le nul (1-1) à l'aller sur la pelouse de l'Atlético de Madrid, le but marqué par Saka en toute fin de première période (45e) a suffi pour l'emporter 1-0 et se qualifier pour la finale de Budapest le 30 mai prochain. «C'est tellement beau. Nous sommes tous si heureux», résume le héros du soir, dont le retour de blessure fait du bien. Même si les Colchoneros ont globalement manqué leur prestation ce soir, ce fut tendu jusqu'au bout, à l'image de cette grosse situation gâchée par Sorloth en fin de match (86e). Avant cela, Gabriel avait

sauvé les siens en obligeant Simeone à se précipiter seul face au but (51e) et puis il y a eu ce fait de jeu favorable sur Griezmann dans la surface (56e), le Français ayant eu lui aussi une décision en sa faveur en première période sur Trossard (35e). L'Emirates a tremblé avant de pousser un grand coup de sifflet final.

Declan Rice : «c'est le chaos dans le vestiaire»

«C'était un match à haute pression, nous l'avons bien géré pour se qualifier en finale, prolonge Saka sur Amazon Prime. C'est une belle histoire et j'espère qu'elle se terminera bien à Budapest.» Autre élément important des Gunners, qui détiennent la meilleure défense d'Europe et d'Angleterre, William Saliba savoure cette

qualification sur Canal+. «On est très content d'être en finale. C'est très dur d'y arriver. Avec le nouveau format, il y a encore plus de matchs. On a bien profité dans le vestiaire.» «Cela faisait 20 ans qu'Arsenal n'était pas allé en finale. Quand je suis arrivé ici, on jouait l'Europa League, après on est allé en quarts de finale, puis en demi-finales. On progresse, nous voilà en finale», résume le Français. La fête fut belle avec les supporters et une fois rentré dans le vestiaire. «C'est le chaos, plaisante Declan Rice sur Amazon Prime. Nous avons toutes les raisons du monde de fêter ça. C'est la compétition la plus prestigieuse du football de clubs. Nous essayons simplement de savourer l'instant présent.» Il sera bien temps de penser au PSG ou au Bayern après.

Avec footmercato.net

Sénat

Le président Barqué accorde deux audiences portant sur la coopération régionale et la santé

Le président du Sénat, Barry Mousa Barqué, a reçu, le mardi 5 mai à Lomé deux personnalités. Il s'agit de la représentante résidente de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au Togo, Mme Deweh Emily Gray, et du représentant résident de l'OMS au Togo, Dr Hamadou Nourou.

Ces deux audiences distinctes ont porté sur le renforcement de partenariats institutionnels et la consolidation des politiques publiques au Togo. La première audience a été accordée à Mme Deweh Emily Gray, en visite de courtoisie. Au sortir, elle a indiqué que cette visite a principalement pour objectif de nouer un premier contact avec les institutions togolaises, et de jeter les bases d'une coopération renforcée avec le Sénat sur les dossiers d'intérêt commun. « Ma visite s'inscrit dans une démarche de courtoisie. Nous avons discuté de la coopération entre la CEDEAO et le Togo, ainsi que sur les perspectives de collaboration avec le Sénat. Le président du Sénat a marqué sa disponibilité à travailler avec la représentation de la CEDEAO afin de faire avancer les priorités de l'organisation dans le pays », a souligné Mme Gray. La représentante de la CEDEAO a salué l'engagement du Togo dans le processus d'intégration ouest-africaine. Elle a réaffirmé la disponibilité de son institution à accompagner le Sénat dans ses missions, en particulier à travers un appui technique et institutionnel



sur les dossiers d'intérêt commun. La diplomate a également insisté sur l'importance du dialogue continu entre les organes régionaux et les institutions nationales pour une meilleure efficacité des politiques publiques.

L'OMS salue les avancées du Togo en matière de santé

En seconde audience, le président du Sénat a reçu le représentant résident de l'OMS au Togo, Dr Hamadou Nourou. Celui-ci a félicité les autorités togolaises pour les progrès réalisés dans le domaine de la santé, notamment en matière de couverture sanitaire universelle et d'accès équitable aux soins. Il a souligné que l'amélioration de l'accessibilité géographique et la réduction des barrières financières constituent des avancées majeures pour les populations, permettant à un plus grand nombre de citoyens

de bénéficier de services de santé essentiels sans contraintes excessives. Au-delà de ces acquis, les échanges, dit-il, ont permis d'aborder les défis émergents, en particulier la montée des maladies non transmissibles telles que le diabète, l'hypertension ou les infections respiratoires. Le représentant résident de l'OMS a plaidé pour un renforcement des politiques de prévention, en mettant l'accent sur la sensibilisation contre la consommation excessive d'aliments riches en sucre, en sel et en graisses chez les jeunes. Il a, à cet effet, sollicité l'implication des sénateurs dans la promotion de cadres législatifs favorables à la santé publique. Dr Nourou a également évoqué le rôle clé de la production de données fiables pour orienter les décisions politiques et mesurer l'impact des interventions sanitaires.

Avec ATOP/AO/SED/KYA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES		INFRASTRUCTURES	
PIB/habitant (PPA, 2022)	1 001 USD	Taux d'accès à l'électricité (EM, 2022)	57,2%
Classement OMI (PPAD, 2022)	163/193	Taux d'accès à l'eau potable (EM, 2022)	71%
Coefficient de GINI (EM, 2021)*	37,9	Taux d'accès aux services d'assainissement de base (EM, 2022)	19%
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (EM, 2021)	26,6%	Classement Africa Infrastructure Development Index (AIFI, AIDI 2022)	43/54
Taux d'habilitation des adultes (EM, 2019)	67%	Indice de transport	28/54
Nombre moyen d'années d'alphabétisation (NU, 2022)	5,6 ans (2022)	Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (EM, 2022)	76%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (EM, 2020)	71%	Part de la population utilisant un internet (EM, 2022)	38%
APD nette par habitant (EM, 2022)	49 USD	Indice de performance logistique (EM, 2022)*	2,5
Taux d'inclusion financière (EM, 2021)**	48,8%		

SANTÉ ET SECURITE ALIMENTAIRE	
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risque (OMS, 2022)	231
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%

Classements d'indicateurs de gouvernance	
Transparence internationale 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180



FIPE UEMOA

WEST AFRICA ECO FORUM

FORUM

INTERNATIONAL DE LA PRESSE ECONOMIQUE
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

SENEGAL - DAKAR

24, 25 et 26 JUIN 2026



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST